



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 11/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PANAVI

Le Haut Montigné
35370 Torcé

Références : 081-2025
Code AIOT : 0007003919

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2025 dans l'établissement PANAVI implanté Zone Actiparc Allée des Atrébates 62223 Athies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée suite au début d'incendie au niveau de la batterie d'un chariot élévateur qui s'est produit le 28 janvier dernier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANAVI
- Zone Actiparc Allée des Atrébates 62223 Athies
- Code AIOT : 0007003919
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VANDEMOORTELE (ex PANAVI) exerce à Athies depuis 2009, une activité de préparation et de fabrication de pains précuits surgelés. Son effectif est de 50 personnes. Elle est une filiale du groupe belge Vandemoortele. Présent dans 12 pays d'Europe, le groupe Vandemoortele compte 5000 travailleurs.

le site est IED au titre de la rubrique 3642.3.b

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique suivante :

-4735 : Ammoniac

Le site est soumis à enregistrement au titre des rubriques suivantes :

-2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale)

-2921 (refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »)

Il est autorisé par arrêté préfectoral en date du 2 avril 2009 modifié et par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'un accident	Arrêté Préfectoral du 11/10/2024, article 2.5.1	Sans objet
2	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/10/2024, article 7.6.1	Sans objet
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2024, article 2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'incendie, qui a été initié suite à une erreur de manipulation d'une batterie dans le cadre d'une procédure de mise en charge, a été rapidement maîtrisé par le personnel présent.

Cet incident a révélé toutefois les deux points suivants qui doivent être intégrés aux procédures de l'exploitant :

- le POI nécessite d'être complété notamment par les contacts extérieurs à prévenir en cas de déclenchement ;
- l'exploitant se doit de prévenir "à chaud" l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'un accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2024, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Suite à une prise de contact via messagerie électronique initiée par l'inspection, l'exploitant a transmis son document interne intitulé "Flash accident" (joint en annexe du présent rapport) relatant à chaud l'ensemble des circonstances de ce départ de feu au niveau d'une batterie des chariots élévateurs du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 1: L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre <u>sous 1 mois</u> son rapport, conformément à la prescription mentionnée ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2024, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un Plan établissement Répertoire établi par les Sapeurs-Pompiers du Centre d'Incendie et de Secours d'ARRAS. L'exploitant établit son Plan d'Opération Interne (POI) comportant : <ul style="list-style-type: none"> -une présentation de l'établissement ; -le schéma d'alerte ; - les scénarii majorants issus de l'étude de dangers ; - les moyens de secours en matériels et en personnels ; - l'annuaire téléphonique; - la coordination des secours internes et externes ; - la traçabilité des exercices périodiques POI/incendie/évacuation, réalisés avec la participation du

<p>SDIS 62, et le retour d'expérience.</p> <p>Le plan d'opération interne doit être transmis au Groupement Prévisions des Risques du SDIS 62 selon les modalités définies par ce service. L'exploitant pourra se rapprocher de ce service pour la constitution et pour la validation de ce plan.</p> <p>Ce plan doit faire l'objet, autant que de besoin, d'une mise à jour. Dès lors, Il est transmis au Groupement Prévision des Risques du SDIS 62.</p> <p>Selon le contenu du POI et de la nature des risques, le plan ETARE sera remplacé par un plan de zone (PZO) par le SDIS 62. L'exploitant doit informer et communiquer au SDIS 62 toute information nécessaire à la création et/ou à la modification du plan applicable à l'établissement, à l'adresse : coridor@sdis62.fr.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclenché son POI lors de ce départ de feu.</p> <p>Il s'avère qu'à côté de l'annuaire téléphonique interne de l'entreprise, il n'y a pas d'annuaire pour les contacts extérieurs dont celui de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 2:</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter son POI sous 1 mois de manière à ce qu'il comporte les contacts extérieurs à joindre en cas de déclenchement du POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2024, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a permis de constater que les opérateurs nécessitaient un recyclage de leurs formations relatives aux dangers et aux conduites à tenir lors de leurs interventions au niveau de la manipulation des batteries et de leurs mises en charge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande 3</u></p>

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les documents attestant de la formation des opérateurs aux diverses manipulations des batteries, aux risques identifiés et aux conduites à tenir en cas d'incident, une fois le recyclage effectué, **au plus tard sous 2 mois**.

Type de suites proposées : Sans suite